



Mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) surfaciques

Région Pays de la Loire

## Notice d'information du territoire

### « AAC du Choletais - Ribou et Rucette »

### PY\_CHOL

### Campagne 2026

Les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) constituent un des outils majeurs de l'architecture environnementale de la politique agricole commune (PAC) pour :

- Accompagner le changement de pratiques agricoles afin de répondre à des enjeux environnementaux identifiés à l'échelle des territoires ;
- Maintenir des pratiques favorables sources d'aménités environnementales là où il existe un risque de disparition ou d'évolution vers des pratiques moins vertueuses.

Les MAEC concourent ainsi pleinement à l'accompagnement des systèmes d'exploitation dans la voie de la performance économique, environnementale et sociale et dans leur projet de transition agro-écologique.

Cette notice présente l'ensemble des MAEC proposées sur le territoire « AAC du Choletais - Ribou et Rucette » au titre de la campagne PAC 2026. **Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.**

En complément, vous pouvez consulter la notice nationale d'information sur les MAEC et les aides à l'agriculture biologique pour la programmation PAC 2023-2027, disponible sous Télépac<sup>1</sup>.

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides de la PAC, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous Télépac.

---

1 <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>

## 1 CONTACTS

---

Pour toute information complémentaire, contacter la structure animatrice du territoire :

Opérateur de territoire :  
 Agglomération du Choletais  
 rue Saint Bonaventure  
 49300 CHOLET  
 Nathan Courjault  
 ncourjault@choletagglomeration.fr  
 07 88 21 38 52

Structure animatrice des MAEC :  
 Chambre d'Agriculture des Pays de la Loire  
 14 avenue Jean Joxé - CS 80646  
 49006 ANGERS CEDEX 01  
 Marin Lassau  
[Marin.lassau@pl.chambagri.fr](mailto:Marin.lassau@pl.chambagri.fr)  
 06 45 70 07 83

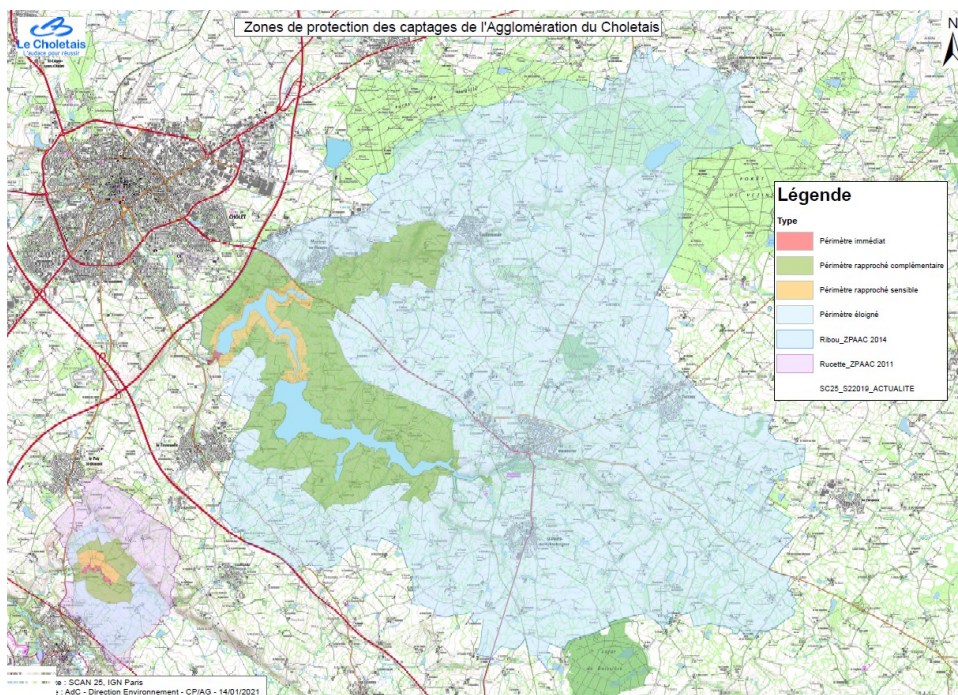
## 2 PÉRIMÈTRE DU TERRITOIRE « AAC DU CHOLETAIS - RIBOU ET RUCETTE » ET CONDITIONS D'ACCÈS AUX MAEC

---

Le périmètre proposé pour la souscription de MAEC correspond à la partie Pays de la Loire de la zone de protection de deux aires d'alimentation de captages (ZPAAC), qui sont sous la compétence de l'Agglomération du Choletais dans le cadre de la fourniture d'eau potable :

- Le captage de Ribou (eaux superficielles) : le prélèvement d'eau brute s'effectue dans le lac-réservoir de Ribou, qui est alimenté par la retenue artificielle du Verdon. Ces retenues permettent à l'AdC de distribuer environ 12 000 m<sup>3</sup> d'eau potable par jour. Ce captage est un captage prioritaire au titre du Grenelle de l'environnement et du SDAGE 2022-2027 de l'AELB. La superficie de l'Aire d'Alimentation du Captage (AAC) est de 137 000 hectares ;
- Le captage de la Rucette (eaux souterraines) : les champs captant de la Rucette permettent d'alimenter le Puy Saint Bonnet (commune déléguée de Cholet). La superficie de l'AAC est de 900 hectares. Ce captage est un captage prioritaire au titre du Grenelle de l'environnement et du SDAGE 2022-2027 de l'AELB.

Les communes suivantes sont tout ou partie concernées par le périmètre du PAEC : Maulévrier, Toutlemonde, Mazières-en-Mauges, Yzernay, la Tessoualle, Chanteloup-les-Bois, Nuillé, Les Cerqueux, Cholet, Le Puy Saint Bonnet. Seules les communes de Maulévrier et Toutlemonde sont intégralement comprises dans la zone.



En ce qui concerne les mesures « systèmes », seules les exploitations dont au moins une parcelle se situe dans le territoire la première année d'engagement sont éligibles.

En ce qui concerne les mesures « localisées », une parcelle ou un élément est éligible à la MAEC dès lors qu'au moins une partie de la surface ou de l'élément est incluse dans le territoire la première année d'engagement.

### 3 RÉSUMÉ DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

La ressource en eau de l'AAC de Ribou est marquée par de fortes pressions agricoles et non-agricoles. Ces pressions se concrétisent par d'importantes concentrations en pesticides et en Carbone Organique Total (COT) dans les eaux brutes utilisées pour la production d'eau potable pour les usagers du Choletais. Les concentrations de COT sont liées aux épisodes d'eutrophisation et aux excès de matières nutritives dans le lac-réservoir de Ribou (nitrates et phosphore).

Pour le captage de la Rucette, des études successives depuis 1996 ont confirmé la vulnérabilité de cette ressource caractérisée par des concentrations excessives de pesticides et de matières en suspension (MES). Ces études ont mis en évidence que la couche argileuse permettant la protection naturelle de l'aquifère était vraisemblablement contrariée par des forages mal conçus ou défectueux qui mettraient en relation la nappe superficielle avec la nappe souterraine. Par ailleurs, l'absence de connaissances précises sur la géologie et le fonctionnement de l'aquifère de la Rucette, ainsi que le faible niveau de production des puits existants, ont conduit l'Agglomération du Choletais à réaliser une étude de caractérisation de cette ressource encore en cours.

Les deux AAC comportent une superficie de 11 588 ha de SAU, pour 209 exploitations ayant au minimum une parcelle en leur sein. Les systèmes de production sont orientés vers la polyculture élevage, 1/3 des exploitations ont des élevages spécialisés (aviculture, porcs, lapins...).

L'assolement est de type herbager (57 % d'herbe dont 20% de prairies temporaires et 37% de prairies permanentes, 42% de terres en culture) en grande partie autoconsommé par les animaux. L'agriculture biologique est bien présente (19 % de la SAU), l'objectif est d'arriver à 25% de la SAU. Parmi les 211 exploitations ayant au moins une parcelle dans le PAEC, 137 ont plus de 60% d'herbe.

#### Principaux enjeux agricoles et environnementaux :

Les enjeux agricoles du territoire sont à minima le maintien ou l'augmentation des surfaces en prairies dont prairies permanentes, afin de limiter à la fois l'érosion sur le Ribou (objectif de limitation du phosphore atteignant la ressource en eau) et l'utilisation des produits phytosanitaires. Les prairies, sur lesquelles les apports d'effluents présentent moins de risques de fuite que sur les terres labourées, sont également les parcelles sur lesquelles les agriculteurs plantent le plus de haies, ce qui limite l'érosion et sert aussi de tampon avant le cours d'eau pour les substances polluantes. Cet objectif sur les prairies passe par le maintien de l'élevage extensif, alors que le contexte économique est favorable aux céréales.

Pour les exploitations céréalières, les pratiques agricoles ayant un impact sont les applications de produits phytosanitaires (principalement dans le cas de retour d'une même culture 2 ans de suite), notamment liés aux rotations. Un allongement des rotations permettrait de diminuer le recours aux produits phytosanitaires.

L'évolution des exploitations de la ZPAAC vers des exploitations herbagères extensives, avec peu de cultures et donc peu de retournement du sol, peu de consommation de produits phytosanitaires, des haies denses et des effluents gérés à l'exploitation est l'objectif de l'Agglomération du Choletais afin d'atteindre les objectifs qualité de l'eau.

## **4 LISTE DES MAEC PROPOSÉES SUR LE TERRITOIRE**

Le cahier des charges de chaque MAEC intègre une obligation de réaliser avant l'engagement un **diagnostic agroenvironnemental de l'exploitation** (avec un plan de gestion pour certaines MAEC).

Deux types de mesures sont proposés :

- Des **mesures « systèmes »** pour lesquelles l'exploitant doit obligatoirement demander à engager au moins 90 % des surfaces éligibles à la MAEC de son exploitation ;
- Des **mesures localisées** qui peuvent être mises en œuvre sur certaines parcelles de l'exploitation et permettent de répondre à des enjeux plus spécifiques et localisés (biodiversité notamment).

Liste des MAEC proposées :

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Type de mesure	Objectifs de la mesure	Montant en €/ha/an	Niveau de plafond
Terres arables (hors prairies de plus de 2 ans) Cultures	PY_CHOL_CIFF	Localisée	Mettre en place des couverts d'intérêt faunistiques et floristiques gérés sans fertilisation azotée et	652 €	12 000 €

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Type de mesure	Objectifs de la mesure	Montant en €/ha/an	Niveau de plafond
pérennes			sans traitements phytosanitaires		
Terres arables et prairies des éleveurs	PY_CHOL_HBV1	Système	Améliorer l'autonomie fourragère des élevages et limiter l'érosion et le transfert des herbicides et des nitrates dans les eaux de surfaces.	121 €	Niv 1 Evolution : 8 000 € Maintien : 6 000 €
Terres arables et prairies des éleveurs	PY_CHOL_HBV2	Système	Améliorer l'autonomie fourragère des élevages et limiter l'érosion et le transfert des herbicides et des nitrates dans les eaux de surfaces.	177 €	Niv 2 Evolution : 10 000 € Maintien : 7 000 €
Terres arables et prairies des éleveurs	PY_CHOL_HBV3	Système	Améliorer l'autonomie fourragère des élevages et limiter l'érosion et le transfert des herbicides et des nitrates dans les eaux de surfaces.	233 €	Niv 3 Evolution : 12 000 € Maintien : 8 000 €
Terres arables des exploitations ayant moins de 10 UGB	PY_PHYT_PHY5	Système	Limiter la contamination des eaux de surfaces par des pesticides.	201 €	Niv 2 10 000 €

Pour les MAEC « Herbivores », la progression du taux d'herbe est prise en compte pour la définition du plafond par exploitation :

- le dossier est considéré en « maintien » si le taux d'herbe à l'entrée (pour la campagne N-1 ou la campagne N) est supérieur ou égal au taux d'herbe à atteindre en année 3 ;
- le dossier est considéré en « évolution » si le taux d'herbe à l'entrée (pour la campagne N-1 et la campagne N) est inférieur au taux d'herbe à atteindre en année 3.

**Les MAEC sont cofinancées par des crédits européens (FEADER) et nationaux (MAASA, AELB).** Les modalités de financement envisagées pour les MAEC 2026 en Pays de la Loire sont les suivantes :

Financier	Part prévue dans le financement des mesures
Crédits européens (FEADER)	80%
Crédits nationaux (MAASA, AELB)	20%

Cette notice d'information du territoire « AAC du Choletais - Ribou et Rucette » est complétée par les notices spécifiques à chacune de ces mesures, incluant les cahiers des charges à respecter. L'ensemble de ces notices est mis à disposition sur le site internet de la DRAAF des Pays de la Loire.

## 5 MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

---

L'engagement dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire est possible uniquement dans le cas où cet engagement représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros. Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de la demande d'engagement en première année, celle-ci sera irrecevable.

Par ailleurs, le montant de l'engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des financeurs présentés dans le tableau ci-dessus. Les plafonds sont précisés dans la notice spécifique de chaque mesure. Si ce montant maximum est dépassé, la demande devra être modifiée.

## 6 CRITÈRES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

---

Les critères de priorisation permettent de classer les demandes d'aide lorsque le nombre de demandeurs éligibles est supérieur aux capacités de financement. Dans ce cas, les dossiers sont engagés par ordre de priorité en fonction des critères définis.

Si le budget n'est pas suffisant pour engager tous les dossiers de ce PAEC, les dossiers sont priorisés selon le type de MAEC engagée :

Priorité	Code mesure
<b>A</b>	HBV3 « Evolution »
<b>B</b>	HBV2 « Evolution »
<b>C</b>	HBV1 « Evolution »
<b>D</b>	Eau : PHY5 Biodiversité : CIFF
<b>E</b>	HBV3 « Maintien »
<b>F</b>	HBV2 « Maintien »
<b>G</b>	HBV1 « Maintien »

Si une priorisation est nécessaire dans une catégorie ci-dessus, elle sera établie selon le taux d'herbe dans la SAU en 2026 : plus ce taux d'herbe est élevé plus le dossier est prioritaire.

## 7 COMMENT FAIRE LA DEMANDE D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

---

Pour vous engager dans une MAEC en 2026, vous devez obligatoirement déposer une demande d'aide avant le 15 mai 2026 lors de votre déclaration PAC dans Télépac :

- En cochant la case correspondant aux MAEC 2023-2027 à l'étape « Demande d'aides » ;
- En dessinant les éléments graphiques pour lesquels une aide est demandée (éléments surfaciques, linéaires ou ponctuels) à l'étape « RPG MAEC/BIO », selon les instructions figurant dans la notice explicative de la télédéclaration des MAEC<sup>2</sup>, en précisant le code de la mesure demandée ;

Pour les exploitations ayant des engagements en cours dans la **programmation 2015-2022**, il convient de le déclarer dans le formulaire de demande d'aide.

Pour les mesures présentant des exigences liées aux effectifs animaux (nombre d'UGB, chargement...), vous devez déclarer les effectifs animaux autres que bovins dans l'écran correspondant sur Télépac, afin que la DDT(M) soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux de votre exploitation.

---

2 Disponible sur Télépac : <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>